

Angoisse, stress et... prières avant les résultats du Bac

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4527 - Dimanche 15 juillet 2018 - Prix : 10 DA

Mondial-2030

Infantino favorable
à une candidature
maghrébine conjointe

Page 24

Sit-in du Camra à l'hôpital Mustapha-Pacha

Les résidents dénoncent «la sourde oreille» de Hasbellaoui

Page 2

Le ratage
de Tobrouk

Par Mohamed Habili

En Libye, qui n'en est pas à un paradoxe près, les sites pétroliers, du moins pour les plus importants d'entre eux, sont à l'est, placés comme de juste sous la garde des autorités de Tobrouk, mais son argent, lui, en revanche, c'est à Tripoli qu'il afflue et qu'il est géré. Cette situation n'est pas récente, elle remonte à l'accord de Sekhirat. A moins d'un improbable retournement de conjoncture, elle est appelée à durer aussi longtemps que le pays n'aura pas recouvré son unité politique. On en a eu encore une preuve récemment, lorsqu'à l'issue d'une offensive de l'armée commandée par le maréchal Haftar, se traduisant par la reprise de deux terminaux pétroliers dont s'étaient emparés des milices islamistes, l'homme fort de l'est du pays a fait savoir que désormais c'est tout le Croissant pétrolier qui passait sous le contrôle de Tobrouk. A cet effet, une deuxième compagnie nationale de pétrole a été créée (en sus d'une banque centrale, qui existait déjà), avec un siège bien sûr à Benghazi, qui devait se substituer à la compagnie basée à Tripoli, qui pour ce qui la concerne dépend directement du gouvernement d'union nationale dirigé par Fayyaz al-Serraj. La réaction des puissances occidentales, renforcée par celle des Nations unies, ne s'est pas fait attendre, qui ont exigé, sous peine de sanctions, que tout ce qui se rapporte au pétrole retourne immédiatement dans le giron de la compagnie nationale dépendant du gouvernement de Tripoli, le seul qui soit reconnu par la communauté internationale, c'est-à-dire par ce qui compte dans le monde.

Suite en page 3

Bien qu'en recul durant le premier semestre

La tentation de la hargha refuse d'abdiquer



Ph.D. R.

Dans un communiqué rendu public hier, la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, maintenant l'alerte sur le phénomène de la hargha, constate un recul des candidats à l'émigration clandestine durant les six premiers mois de l'année en cours à travers les points de départ répartis sur le littoral national. Lire page 3

Noyades en série

Les estivants affluent vers
des plages dangereuses

Page 3

Opération de réhabilitation de la ville

Mouloud Salhi, maire d'Akbou :
«Ce n'est que le commencement...»

Page 4

20 juillet, date fatidique

Angoisse, stress et... prières avant les résultats du Bac

■ La ministre qui a rassuré les candidats sur l'avancement des corrections, a précisé, toutefois, qu'«il y a tout une procédure et une série de démarches» à respecter avant la communication des résultats. L'absence d'une date précise plonge les concernés dans le flou. Une attente longue, épuisante pour les nerfs des futurs bacheliers (ou recalés) et pour leur entourage.

Par Meriem Benchaouia

Les résultats du baccalauréat seront connus après le 20 juillet, et le stress commence à se faire sentir. Plus que quelques jours et c'est la fin du suspense pour plus de 700 000 lycéens. Une délivrance après plus d'un mois d'attente et d'angoisse à espérer être parmi les lauréats cuvée 2018. Jusque-là, aucune date n'a été fixée pour la publication des résultats, ce qui a laissé libre cours à la rumeur. Dans une déclaration à la Radio nationale, la ministre de l'Éducation nationale, Noria Benghebrat, a indiqué que «les résultats ne pourront pas être donnés avant le 20 juillet». Selon elle, les corrections se poursuivent dans les 70 centres répartis à travers les 48 wilayas du pays. La ministre qui a rassuré les candidats sur l'avancement des corrections, a précisé, toutefois, qu'«il y a tout une procédure et une série de démarches» à respecter avant la communication des résultats. L'absence d'une date précise plonge les concernés dans le flou. Une attente longue, épuisante pour les nerfs des futurs bacheliers et pour leur entourage. Effectivement, ce sont parfois les parents qui sont les plus inquiets. Car bien que le Bac apparaît aujourd'hui comme un examen «dévalorisé», ils craignent que leur progéniture n'obtienne pas ce sésame face à un marché de l'emploi difficile. «On



PHOTO: R.

ne sait même pas exactement quand les résultats seront affichés. Du coup, on est plus stressés que nos enfants. Eux, ils ont eu quelques jours de répit où ils se sont vidés l'esprit. Nous, on n'a pas arrêté d'angoisser. Pendant toute l'année, pendant les jours d'examen et maintenant à attendre les résultats», témoigne la maman de Salim. «J'ai l'impression que c'est ma mère qui a passé le Bac tellement elle stresse !», raconte

Salim. Depuis quelques jours, le stress est réapparu. «C'est injuste de nous laisser poiroter pendant plus d'un mois», a-t-elle déploré, et d'ajouter : «Je ne sors plus, je ne mange plus. Je vivote, je passe mon temps sur le Net à la recherche d'informations concernant le Bac». «Maintenant, il faut patienter plus longtemps que prévu, il y a l'angoisse de l'attente, mais il y a aussi la crainte quant au taux de réussite», nous a expliqué Lyes. Si pour

certain candidats, on attend les résultats avec beaucoup de sérénité, pour d'autres c'est avec beaucoup d'appréhension qu'on attend la délibération. «Je suis serein car je sais que je vais réussir. En attendant les résultats, je consacre une partie de mon temps au sport. Le reste du temps je me diverte», a confié Amel, candidate en Lettres. «Je sais que j'ai donné le meilleur de moi-même pendant les épreuves. Mais je suis un peu stressée à

l'approche des délibérations. Mais j'ai foi que c'est un stress positif, je retiens donc mon souffle. Afin de faire le vide, j'aide ma mère dans ses activités et je prie beaucoup. C'est la deuxième fois que je passe le Bac... vous comprenez donc mon stress !», a déclaré Leila. «Je n'en peux plus, vivement le jour de l'affichage !» a-t-elle avoué et d'ajouter : «Je stresse un max, je ne dors plus au fur et à mesure que le jour "J" approche». Certains candidats estiment qu'il ne sert à rien de stresser, les dés sont déjà jetés. «Sincèrement, le plus dur est passé et ce n'est pas maintenant que je vais malmener mes nerfs et pour rien», a affirmé Mahdi. Même discours pour Samia : «Oui j'ai peur mais pas au point de me rendre malade. Adviene que pourra !» Pour nombre de candidats, le véritable calvaire a débuté avec les corrections des épreuves qui ont donné le coup d'envoi à une boule à l'estomac, point commun à tous les candidats. D'après les données fournies par le ministère de l'Éducation, le nombre global d'élèves concernés par le baccalauréat cette année était de 709 448, dont 40% de candidats libres. Le nombre des candidats aux besoins spécifiques avoisinait les 400, soit 216 non-voyants et 169 handicapés moteurs. 849 candidats de nationalités étrangères ont également passé l'examen.

M. B.

Sit-in du Camra à l'hôpital Mustapha-Pacha

Les résidents dénoncent «la sourde oreille» de Hasbellaoui

Une centaine de médecins résidents se sont regroupés hier matin au CHU Mustapha-Pacha, en réponse au sit-in auquel a appelé le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) afin de dénoncer les conditions de reprise du travail, les salaires bloqués et le «peu de considération» de la part du ministre.

Après plus de 20 jours de gel de la grève et la reprise du travail en réponse directe aux promesses du ministre, les résidents ont organisé un sit-in hier matin au CHU Mustapha «pour dénoncer les conditions de reprise du travail ainsi que l'ignorance et le peu de considération que porte le ministère de la Santé à leur action et leurs revendications», nous affirme le porte-parole national et officiel du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra), Hamza Boutaleb, présent à ce sit-in qui s'est déroulé



PHOTO: SARAJI A.

dans une atmosphère calme malgré la présence d'un dispositif important des forces de l'ordre à la sortie du CHU Mustapha-Pacha et à la Grande Poste, dans le cas d'une marche

dans la capitale. Il explique que dans la majorité des CHU du pays, les résidents qui avaient adhéré à la grève, après le gel de cette dernière et la reprise du travail, «ont été mis à l'écart et pri-

vés de leur fonction d'apprentissage. Dans quelques services, ils subissent quotidiennement des menaces et intimidations en tout genre par certains chefs de service», relate Boutaleb. Et d'ajouter que ces chefs de service qui se «vengent» des résidents «ne perdent rien pour attendre». En ce qui concerne les salaires, Boutaleb a indiqué que les résidents n'ont pas été payés durant les 8 mois de débrayage et même après la reprise du travail dans certains CHU du pays, comme est le cas au CHU de Mustapha-Pacha où les résidents n'ont pas touché leurs salaires. De son côté, Mohamed Taïleb, représentant du Camra dans la wilaya d'Alger, a dénoncé «le manque de sécurité, ainsi que les conditions de travail qui ne se sont pas améliorées même après plusieurs mois de grève». Il ajoute que la reprise du travail s'est déroulée dans «de mauvaises conditions, certains rési-

dents ont vu leur travail réduit à de simples tâches, comme remplir des fiches et autre». Questionné sur un retour éventuel à la grève, Taïleb a assuré : «On va militer sur le plan des sit-in, on en organisera d'autres dans les jours à venir, mais le retour à la grève, n'est pas notre objectif pour le moment. On attend que le ministre de la Santé tienne sa promesse et organise une réunion avec nous pour trouver une solution à notre situation». Au sujet de l'examen de fin de spécialisation (DEMS) et les conditions de déroulement de ce dernier, Taïleb a indiqué que «dans certaine spécialités les professeurs ont fait dans le sabotage des étudiants, leur attribuant un 0 à l'examen sans possibilité de bénéficier d'aucune session de rattrapage». «Que cherchent-ils ? Est-ce de la provocation ? On ne sait pas», s'est-il interrogé.

Thinhinene Khouchi

Bien qu'en recul durant le premier semestre

La tentation de la hargha refuse d'abdiquer

■ Dans un communiqué rendu public hier, la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, maintenant l'alerte sur le phénomène de la hargha, constate un recul des candidats à l'émigration clandestine durant les six premiers mois de l'année en cours à travers les points de départ répartis sur le littoral national.

Par Lynda Naili

A ce titre, dans un communiqué rendu public hier, la LADDH, s'appuyant sur des statistiques fournies par le commandement des gardes-côtes, fait état de 156 harraga en moins par rapport à la même période de l'année dernière. Ainsi, selon elle ce sont pas de moins de 460 candidats à l'émigration clandestine qui ont été interceptés durant le premier semestre 2018, contre 616 l'année dernière, soit un recul de 156 candidats, précise Houari Kaddour, président de la LADDH. Aussi, évoquant les chiffres de 2017, qui dira-t-il «ont connu un record» en la matière dans la mesure où plus de 3 109 harraga, dont 168 femmes et 840 mineurs, ont tenté l'aventure de l'émigration clandestine via le littoral algérien pour rejoindre l'autre rive de la Méditerranée. Rappelant à ce propos la découverte au début janvier 2018, par les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Annaba, d'un atelier clandestin de fabrication de barques utilisées par les réseaux de passeurs à ce dessein. Une situation qui selon lui impose aux «autorités concernées d'accroître le nombre de bateaux pneumatiques utilisés pour intercepter les embarcations de la mort au large». Pour sa part, Mahmoud Djennane, chargé de la communauté nationale à l'étranger et des relations extérieures auprès de la LADDH, a assuré que bien loin des statistiques des gardes-côtes, et sans compter les disparus en mer, «le nombre de migrants a dépassé,



durant les six mois de l'année 2018, plus de 8 750 personnes qui véritablement sont parvenues aux côtes espagnoles et italiennes avant de rejoindre différentes destinations européennes». Concernant les harraga algériens arrêtés et placés dans des centres de détention de migrants dans les pays de l'Union européenne, la LADDH se dit dans «l'incapacité de donner le nombre exact» de ces derniers, et ce, «faute d'informations émanant de ces pays, d'une part, et d'autre part, en l'absence de démarches de poursuites de la part de consulats algériens à l'étranger». Ainsi, poursuivra la même source, hormis «les données partielles» fournies par les différents corps de sécurité ainsi que celles recueillies auprès des familles des détenus, «les ONG estiment leur nombre à 6 000 personnes».

Dans cette lancée, la LADDH, évoquant des informations relayées par des ONG dont la vérification n'a pas encore été établie, fera part «de plus de 500 mineurs algériens exploités par les barons de la drogue en Europe». De ce fait, face à ces chiffres effarants, Houari Kaddour a appelé le gouvernement à «une meilleure collaboration» avec sa Ligue autour du phénomène de la hargha «en vue d'établir une coopération à même de trouver les solutions nécessaires pour lutter contre ce fléau qui menace la jeunesse algérienne». Et pour cause, appuiera-t-il, «nous avons une expérience conséquente nous permettant d'étudier, d'analyser et de gérer cette question tant avec les concernés qu'avec leurs familles». En outre, la LADDH considérera qu'en plus de l'approche sécuritaire suivie pour faire face à ce fléau, «une

stratégie nationale qui prendra en considération les causes profondes de ce phénomène s'avère impérieuse». Et ce, dira-t-elle «en vue d'encourager les jeunes à s'inscrire dans la dynamique du développement durable». Ceci avant d'appeler à la nécessité «de revoir les conventions signées avec l'Union européenne», que la LADDH qualifie de «non réciproques».

Par ailleurs, saluant la négation manifestée par l'Algérie à la proposition de l'UE de créer «un Guantanamo» sur les côtes de l'Afrique du Nord, qui a coûté à l'Algérie un durcissement des conditions d'obtention des visas dans l'espace Schengen, la LADDH déplorera le nombre important de refus de visas aux Algériens ces derniers mois, ce qui, jugera-t-elle, «oblige les jeunes à recourir à la hargha».

L. N.

Noyades en série

Les estivants affluent vers des plages dangereuses

Avec la chaleur suffocante, les plages sont prises d'assaut par des baigneurs, dont les plus imprudents n'hésitent pas à braver les interdits, en allant se baigner dans les eaux des plages les plus dangereuses du pays.

Rien que pour ces débuts de vacances, trois décès par noyade ont été enregistrés au niveau des plages de la capitale. Il s'agit de Sablettes, de Reghaïa et de la Plage d'Or de Chéraga, a indiqué le lieutenant Khalid Benkhelfallah, chargé de la Communication à la Protection civile. Le 1^{er} cas de noyade durant la saison estivale, a été enregistré le 13 juin dernier, au niveau de la plage des Sablettes, à Hussein Dey où la victime qui était âgée de 13 ans a trouvé la mort, a déploré M. Benkhelfallah qui précise que cette plage est

interdite à la baignade. Le 2^e cas de noyade est survenu le 19 juin au niveau de la plage de Reghaïa, une plage autorisée à la baignade, où un jeune homme âgé de 19 ans a trouvé la mort, tandis que le 3^e cas, un homme âgé de 31 ans, le 5 juillet courant, au niveau de la Plage d'Or, à Chéraga.

Le nombre d'interventions des agents de la Protection civile au niveau des plages de la capitale, depuis le mois de juin jusqu'au 11 juillet courant, pour secourir les estivants, a atteint 921 qui ont permis de sauver 223 personnes de la noyade, parmi eux 161 enfants dont 117 de sexe masculin et 46 de sexe féminin, ce qui représente plus de 50% des personnes secourues, outre 62 individus, alors que le nombre des secours sur

place a atteint 135 individus et 136 personnes transférées aux centres de santé, selon la même source. Benkhelfallah a mis en garde contre la baignade dans les plages interdites à la baignade et non surveillées dans la wilaya d'Alger, affirmant que la baignade dans de telles plages était dangereuse.

Il a appelé à ce propos les parents à faire preuve de vigilance et de prudence et à surveiller, de près les enfants qui se trouvent sur les plages, pour éviter tout accident potentiel tels que la noyade ou la disparition, notamment au niveau des plages à forte affluence d'estivants.

Au niveau national, en seulement un mois et quelques jours de vacances, les plages ont fait 60 victimes. La direction de la Protection civile de la wilaya

d'Alger a mobilisé, au titre de la saison estivale 2018, «tous les moyens humains et matériels nécessaires», à savoir 685 agents, surveillants et plongeurs au niveau des plages, ainsi que des bateaux de sauvetage et des ambulances, pour assurer la sécurité des estivants, a rappelé M. Benkhelfallah.

A noter que les services de la wilaya d'Alger ont consacré, au titre de la saison estivale en cours, 66 plages autorisées à la baignade et interdit la baignade au niveau de 21 autres pour des raisons relatives à «l'insuffisance d'aménagement, à la difficulté d'accéder aux plages, à la pollution, ainsi qu'à la qualité des eaux qui ne sont pas conformes aux normes de la santé publique et de l'hygiène». En dehors de la capitale, les services de la

LA QUESTION DU JOUR

Le ratage de Tobrouk

Suite de la page une

Tobrouk n'a eu d'autre choix que d'obtempérer. Où il est démontré une fois de plus que le sort de la Libye n'est pas aux mains de ses habitants, mais bien de ces mêmes puissances occidentales qui par leur intervention militaire en 2011 ont fait tomber Kadhafi et son régime. Les Libyens n'ont d'autre liberté, quant à leur avenir politique, que de s'entendre entre eux, mais dans un cadre préétabli, tel que formalisé dans l'accord de Sekhirit, déjà vieux de près de trois ans, mais qui n'est à ce jour ni vraiment appliqué ni complètement rejeté. Comme le rapport de force militaire, et vraisemblablement politique aussi, a tendu ces derniers mois à tourner à l'avantage de Tobrouk, le maréchal Hafter, qui en est en quelque sorte le bras armé, a cru pouvoir desaisir Tripoli de sa prérogative en matière pétrolière. C'était compter sans les véritables maîtres du jeu en Libye, les tombeurs de Kadhafi, qui lui ont aussitôt montré qu'ils veillaient encore au grain non moins étroitement qu'auparavant. D'un coup, donc, la situation en Libye est retournée au statu quo ante, à celui qui prévalait avant que des milices islamistes, auxquelles certains prêtent des accointances avec les autorités de Tripoli, ne prennent l'initiative de rouvrir les hostilités au niveau du Croissant pétrolier. Il est clair que si le camp de Tobrouk avait préféré ignorer l'avertissement, l'affaire aurait pris une tournure rappelant peu ou prou la situation d'avant la chute de Kadhafi. Une ou plusieurs actions militaires libyennes auraient peut-être été sérieusement envisagées. Le style dont a été rédigé l'avertissement n'est pas pour contredire cette possibilité, bien au contraire. Quand un bord se lance dans une entreprise dont il attend beaucoup mais qui malheureusement pour lui tourne court, il ne fait pas ensuite que revenir à la situation d'avant, sans avoir rien perdu dans l'intervalle. Le seul fait qu'il sache maintenant qu'il ne pourra pas refaire la même tentative constitue en soi un recul en deçà de la ligne dont il est parti à la conquête de son objectif raté.

M. H.

Protection civile sont intervenus pour le repêchage de 02 personnes décédées par noyade l'une dans la wilaya de Boumerdes et l'autre à Bejaïa, précise-t-on. Dans les wilayas de Laghouat, Chlef et El Oued, les secours de la Protection civile sont en outre intervenus pour le repêchage de 03 autres personnes décédées par noyade dans des réserves d'eau.

Louiza Ait Ramdane

Opération de réhabilitation de la ville

Mouloud Salhi, maire d'Akbou : «Ce n'est que le commencement...»

■ L'APC d'Akbou a mené, en fin de semaine dernière, une opération de réhabilitation de la ville et de libération des espaces publics illégalement squattés par les marchands, commerçants et habitants, dans plusieurs quartiers de la ville, les marchés et les trottoirs.

Par Hocine Cherfa

Cette opération a été menée par des agents et responsables de l'APC sur arrêté du maire et a été encadrée par les forces de l'ordre. Cette action a été accueillie avec beaucoup de satisfaction par les populations qui ont tant espéré que les services de l'APC se décident, enfin, à réagir pour libérer les trottoirs, les voies et en finir avec l'anarchie qui règne en maître dans cette ville depuis la crise des archs en 2001. «L'APC a entamé la libération et la récupération des trottoirs occupés par les marchands et commerçants dans toute la commune», lit-on dans un poste publié sur la page Akbou Taduki des élus indépendants, proches du maire. Et d'ajouter : «Avec les forces de l'ordre, plusieurs quartiers ont été nettoyés et enfin des trottoirs ont été repris, les quartiers ont retourné leurs espaces publics avec leur vocation initiale (d'intérêt général), grâce à l'opération menée aujourd'hui avec succès et dans la sérénité par l'APC dans le respect de la loi, à la satisfaction générale de la population». Les rédacteurs du poste parlent d'action «tant attendue du fait que dans certains endroits les passagers sont contraints d'emprunter la chaussée, bravant des risques certains, les chemins sont presque inaccessibles et bloqués». Et de faire remarquer après cette démarche que «les signes du changement sont perceptibles avec les différents projets qui commencent, enfin, à prendre forme». Selon le maire, Mouloud Salhi, «nous allons réhabiliter la ville et lui rendre son urbanité. L'opération de réhabilitation des espaces publics va toucher dans un premier temps tous les espaces urbains avant d'être généralisée à l'extérieur». «Ce n'est que le commencement», a-t-il lâché. Et d'ajouter : «Nous allons créer deux marchés de proximité à Guendouza et Sid Ali pour décongestionner la ville, créer des postes d'emploi en faveur des jeunes et servir ces quartiers». «Nous allons réhabiliter l'ancien Souk El-Fellah et construire un marché couvert au niveau de l'ancien marché dit "CEM" qui est devenu un lieu de débauche», déclare notre interlocuteur, précisant que «des études sont en cours». «Nous avons aussi demandé une vingtaine d'études architecturales pour avoir une vision claire et futuriste de la ville, autrement dit, confronter les visions». M. Salhi a fait observer qu'«un plan de circulation est en cours d'élaboration pour organiser le transport en général dans la ville et créer



un transport urbain». «Une commission y planche et des experts vont nous accompagner tout au long de ce processus», affirme-t-il. Il s'agit aussi de rétablir l'autorité de l'Etat et de rendre au piéton son droit d'emprunter les trottoirs et ne pas risquer sa vie en marchant sur la voie, faute d'espaces à cause des marchandises en tout genre qui sont exposées sans vergogne ou accrochées aux murs des magasins et parfois exposées, impertinamment, sur des étals installés

sur les trottoirs. Il ne s'agit pas seulement d'interdire aux marchands et aux commerçants d'exposer leurs marchandises sur les trottoirs mais aussi d'interdire à tout le monde d'occuper les chaussées, routes et trottoirs par d'autres marchandises comme les matériaux de construction : sable, gravier, briques, acier, etc. et des objets hétéroclites, parfois des carcasses de voitures, vieux meubles usagés, du bric-à-brac... gênant les piétons et le

trafic routier et provoquant des bouchons dans la ville et ses environs. Il semble qu'une ligne rouge est désormais tracée par le maire qui compte aussi régler les parkings, construire un centre commercial digne de ce nom à la place de l'ancien marché et réhabiliter l'ancien Souk El-Fellah. Aussi, au niveau du marché hebdomadaire, les commerçants ont été invités à regagner leurs carreaux et leurs stands et à décamper des accès et espaces réservés aux piétons

et automobilistes. «Une étude globale a été lancée aussi pour réhabiliter ce marché», nous dira encore le maire. L'argent ne manque pas à Akbou. L'APC dort sur un matelas financier de plus de 1 000 milliards de centimes engrangés ces quinze dernières années à cause de la crise qui a tout paralysé dans cette deuxième ville de la wilaya de Béjaïa (une ville candidate à devenir wilaya déléguée). Mais les choses repartent avec l'arrivée de la nouvelle équipe. H. C.

Un bal à Paris pour commémorer les balles assassines

La répression d'Algériens du 14 juillet 1953, un drame occulté

Près d'une centaine de personnes ont commémoré à Paris dans la soirée de vendredi, le temps d'un bal populaire, les balles assassines contre des Algériens venus, le 14 juillet 1953, revendiquer l'indépendance de l'Algérie, un an avant le déclenchement de la guerre de Libération. L'événement a été organisé par la Ligue des droits de l'Homme de Paris, la mairie du 12^e arrondissement, le conseil de quartier Nation-Picpus, l'association Attac, l'association «La commune libre d'Aligre», la Confédération générale du travail (CGT) et soutenu par le Parti communiste français (PCF), France Insoumise, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et la librairie La Brèche. Le bal s'est déroulé de 19h00 à minuit sur la place de l'île de la Réunion à Nation, juste à côté de la plaque commémorative érigée l'année passée par la mairie du 12^e arrondissement pour commémorer la répression policière qui s'était abattue sur des Algériens, munis de banderoles et de drapeaux, qui réclamaient l'indépendance de l'Algérie et la libération de Messali Hadj. A l'ouverture du bal, la maire du 12^e arron-

dissement de Paris, Catherine Barrati-Elbaz, a tenu à souligner que beaucoup d'étapes de l'histoire de France, notamment durant la période de la colonisation, ont été passées «sous silence», comme celui du massacre du 13 juillet 1953 qui a visé des Algériens qui «se battaient pour une Algérie indépendante». «Le travail de mémoire est important», a-t-elle dit, relevant que la France et l'Algérie «n'ont pas encore connu des relations apaisées». Pour sa part, Jean Laurans, qui avait 18 ans ce jour-là, est venu apporter son témoignage. Il voulait à l'époque aller au bal mais au lieu de cela, il s'est retrouvé blessé par balle et hospitalisé.

Il a insisté, dans son intervention, sur la volonté de ces travailleurs algériens de France pour une Algérie indépendante, exprimant une «particulière pensée» pour eux. «L'histoire de ces agressions ne doit pas rester dans les oubliettes», a-t-il recommandé, citant les massacres durant la guerre de Libération, les crimes de l'OAS et les conséquences sur les humains et la nature des essais nucléaires français dans le Sud algérien.

Intervenant en sa qualité de membre de la Ligue des droits de l'Homme, l'historien Gilles Manceron a rappelé que l'attaque de la police, sous les ordres du sinistre préfet Maurice Papon, contre des Algériens (4 500 à 5 000) a fait une cinquantaine de blessés et sept morts, dont six Algériens. Il a souligné que cet événement à Paris, où il y avait mort d'hommes, était ignoré sauf par quelques journaux comme *L'Humanité* et *Franc-Tireur* (disparu), mais il était, a-t-il relevé, traité comme un fait divers, «parce qu'il s'agissait d'Algériens». «Il ne faut pas oublier que le racisme, l'anti-arabe, l'islamophobie ont des racines lointaines dans la société française», a-t-il affirmé, appelant à «s'interroger sur cette page d'histoire de la société française». Les organisateurs du bal ont voulu «pour ces raisons, pour cette réparation symbolique», commémorer, 65 ans plus tard, de manière festive, «ce drame quasiment inconnu de l'histoire» de France. Durant la soirée, les participants étaient réjouis d'être dans une ambiance festive avec de la musique (française, algé-

rienne et africaine), de la danse et de la projection d'un extrait du film documentaire «Les balles du 14 juillet 1953» de Daniel Kupferstein, auteur d'un livre avec le même titre, qui souhaite toujours participer avec son film à des festivals en Algérie. Pour rappel, il y a 65 ans, la répression avait visé les Algériens en les provoquant et les agressant par des policiers soutenus par des parachutistes, de retour d'Indochine. D'après plusieurs sources, la police a tiré «intentionnellement et sans sommations» sur les manifestants. Bilan: six Algériens et un Français tués, une cinquantaine de manifestants sont blessés, dont 44 Algériens et 40 par balle. Les Algériens tués, sont Amar Tabjadi, 26 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis, Abdallah Bacha, 25 ans, mort à l'Hôtel-Dieu des suites d'une balle reçue dans la gorge, Larbi Daoui, 27 ans, tué d'une balle dans le cou, Abdelkader Dranis, 31 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis, Mohamed Isidore Illoul, 20 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis, Medjen Tahar, blessé par deux balles, décédé à l'hôpital Tenon. **SAY T./APS**

Pétrole

Les cours remontent

■ Les cours du pétrole ont avancé, tentant, en vain, de limiter le net recul hebdomadaire observé après un plongeon mercredi sur fond de tensions commerciales et de production en Libye.



Par Faiza O.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a clôturé à 75,33 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 88

cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'août a pris 68 cents à 70,33 dollars. Sur la semaine, le cours du Brent a toutefois chuté de 2,62% et le WTI de 4,05%,

accusant leur deuxième semaine de recul de suite. «En l'absence de nouvelle majeure, le marché a tenté vendredi de reprendre une partie de ses lourdes pertes accumulées cette semaine», a commenté James Williams de WTRG. Mercredi, le cours du

Brent avait accusé sa plus lourde chute en deux ans et demi et le WTI en un an alors que l'escalade des tensions commerciales avait continué entre la Chine et les Etats-Unis, tandis que des champs pétroliers libyens avaient rouvert. «Les courtiers ont semblé reconsidérer en fin de semaine l'impact réel de la réouverture des champs pétroliers libyens après leur réaction véhémentement mercredi», a noté M. Williams. De nombreux analystes restent persuadés que les prix vont grimper à moyen terme, alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prévenu cette semaine dans un rapport que les risques de perturbations de la production se multipliaient. «L'AIE prévoit un marché plus ou moins à l'équilibre au deuxième semestre, mais cela ne prend pas en compte les pertes en Iran», ont prévenu les analystes de Commerzbank. A partir de novembre, les importateurs de pétrole iranien pourraient être sanctionnés par les Etats-Unis, et Washington n'a pour l'instant pas accordé d'exemption. «Nous estimons que l'administration de Donald Trump ne pourra pas adopter une ligne dure sur le sujet, de crainte de faire grimper le prix du brut», ont relativisé les

analystes de Bank of America Merrill Lynch. L'offre mondiale de pétrole est actuellement resserée. L'Arabie saoudite et la Russie, deux des trois plus grands producteurs mondiaux avec les Etats-Unis, ont annoncé fin juin lors d'une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole qu'elles augmenteraient leur production pour compenser ces baisses. «Les capacités de réserves mondiales sont actuellement extrêmement serrées. Le marché a de quoi être nerveux d'ici à ce que les augmentations de production se matérialisent réellement», a estimé M. Williams.

F. O./APS

Italie La Banque centrale revoit à la baisse les prévisions de croissance pour 2018 et 2019

LA BANQUE d'Italie a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2018 et 2019, tablant désormais sur une hausse du PIB de 1,3% (contre 1,4% prévu précédemment) puis de 1% (contre 1,2%). Pour 2020, la Banque centrale table sur une augmentation du Produit intérieur brut de 1,2%. La veille, la Commission européenne avait déjà revu à la baisse les prévisions pour la croissance italienne, comme l'ont aussi fait des agences de notations. La Commission table désormais sur une hausse du PIB dans la péninsule de 1,3% en 2018 (contre 1,5% prévu précédemment) et 1,1% en 2019 (contre 1,2% auparavant). La Banque centrale a expliqué que cette révision s'expliquait «principalement par la hausse du prix du brut et, pour l'année en cours, par la dynamique plus faible de l'activité au deuxième trimestre». De manière générale, «des risques importants pèsent sur la reprise de l'économie mondiale, dérivant de la possible accentuation de l'orientation protectionniste des politiques commerciales, avec des répercussions négatives sur la confiance des entreprises, l'expansion des échanges commerciaux et de la demande mondiale», a souligné la Banque centrale italienne. «On ne peut pas non plus exclure des augmentations soudaines de la volatilité sur les marchés financiers, en lien avec une hausse de l'incertitude sur les politiques économiques, qui pourraient se répercuter sur les conditions de financement et la confiance des familles et entreprises, affectant négativement l'activité économique», a ajouté l'institution.

R. E.

Agriculture

Installation d'une commission de la filière équine et cameline

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgzi, a procédé jeudi à l'installation d'une commission chargée de préparer un dossier sur la problématique de la filière équine et cameline, a indiqué un communiqué du ministère. Le ministre qui a présidé une réunion consacrée à la redynamisation de la filière équine et cameline, a appelé les cadres en charge du

dossier de faire des propositions à même de promouvoir et développer de cette filière et de fournir plus d'efforts afin de préserver des ressources génétiques nationales, notamment le pur sang arabe et cheval barbe et l'amélioration des races. La rencontre a regroupé les cadres du secteur ainsi que le directeur général de l'Office national de développement des élevages équins et camelins (Ondeed) et

le directeur de la Société des courses hippique et du pari mutuel (Schpm). L'Ondeed a pour mission l'encouragement, le développement et la préservation des races équines et camelines. A ce titre, l'office est chargé de mettre en œuvre des programmes d'encouragement et de développement arrêtés par le ministère, de créer, de développer et de promouvoir toute activité liée à l'élevage équin et came-

lin, de contribuer à la diffusion des techniques d'élevage, notamment par organisation de campagne de vulgarisation. Quant à la Schpm, sa principale mission est de promouvoir des espèces équines et camelines ainsi que l'organisation des courses publiques hippiques et dromadaires et l'encouragement des élevages équines et l'amélioration de leur race en Algérie.

Assia D.

Changes

L'euro se stabilise face au dollar, la livre souffle

L'euro évoluait près de l'équilibre vendredi face au dollar, alors que la livre se redressait après que Donald Trump est revenu sur ses critiques vis-à-vis de la stratégie de Theresa May sur l'après Brexit. Vers 19h00 GMT (21h00 à Paris), la monnaie unique européenne valait 1,1678 dollar, contre 1,1672 dollar jeudi vers 21h00 GMT. La devise européenne se repliait face à la monnaie japonaise à 131,17 yens, contre 131,34 yens jeudi soir. Le dollar baissait un peu face à la devise japonaise à 112,31 yens, contre 112,55 yens jeudi soir. Vendredi, plusieurs analystes mentionnaient l'apaisement des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, ou au moins «l'absence de commentaires agressifs», selon David Madden, analyste pour CMC Markets. L'administration Trump a même annoncé vendredi avoir levé toutes les restrictions à l'exportation visant ZTE, permettant au groupe chinois de télécommunications de reprendre ses activités interrompues depuis avril. Les relations entre les deux puissances mondiales s'étaient un peu plus refroidies mardi lorsque Washington a annoncé vouloir dresser une liste supplémentaire de

produits chinois importés d'un montant de 200 milliards de dollars par an pour les taxer dès septembre. En parallèle, les derniers chiffres du commerce extérieur chinois publiés vendredi ont révélé un excédent record avec les Etats-Unis à près de 30 milliards de dollars en juin. Sur le plan monétaire, le dollar profitait de propos optimistes jeudi par Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), dans un entretien, selon Derek Halpenny, analyste pour MUFG. Interrogé sur la radio américaine NPR, le dirigeant de la Fed a salué un marché du travail «très robuste» et une inflation «proche de l'objectif» de l'institution, de quoi justifier une poursuite des hausses de taux d'intérêt. La Fed a déjà procédé cette année à deux relèvements, en mars et en juin. Et les analystes, qui tablaient initialement sur un total de trois hausses en 2018, sont de plus en plus nombreux à en anticiper quatre. Les hausses de taux d'intérêt rendent plus rémunérateurs les actifs libellés en dollar et donc plus attractifs les achats de monnaie américaine. De son côté, la livre britannique a modéré ses pertes de la matinée face au dol-

lar et a retrouvé son niveau de la veille face à l'euro. Lors de sa conférence de presse avec la Première ministre britannique Theresa May, Donald Trump est revenu sur ses propos parus dans la presse dans la nuit de jeudi à vendredi et où il assurait que la décision de Londres de privilégier une relation étroite avec l'UE tuerait «probablement» la possibilité de conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. «Quoi que vous fassiez, ça me va», a-t-il déclaré à la Première ministre britannique Theresa May, assurant ne l'avoir jamais critiquée, et dénonçant une nouvelle fois ce qu'il appelle les «fake news». Plus tôt dans la journée, les analystes de Commerzbank avaient assuré s'attendre à des «turbulences» sur la livre alors qu'elle faisait face à des «vents contraires», du fait des commentaires de Donald Trump. Vers 19h00 GMT, l'once d'or valait 1 241,32 dollars, contre 1 247,41 dollars jeudi à 21h00 GMT. La monnaie chinoise a terminé à 6,6917 yuans vers 15h30 GMT, contre 6,6678 pour un dollar jeudi. Le bitcoin valait 6 245,50 dollars, contre 6 172,95 dollars jeudi soir, selon des chiffres compilés par Bloomberg.

Y. H.

Illizi

Plus de 1 660 places de formation pour la rentrée de septembre

■ Pas moins de 1 665 places de formation, toutes formules de formation confondues, seront offertes dans la wilaya d'Illizi à la prochaine rentrée de la formation professionnelle (session de septembre), a-t-on indiqué mercredi à la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels.

Par Hocine A.

La nomenclature de la formation sera étoffée à la prochaine rentrée par de nouvelles spécialités, dont la gestion des ressources humaines et la formation de technicien supérieur en hygiène, sécurité et environnement (HSE) qui vient d'être introduite pour répondre à la demande du marché local et des entreprises pétrolières établies dans la région, a indiqué le DFEP, Youcef Hamdani. S'agissant des structures et des équipements, le centre de formation de la commune de Bordj El-Haouès s'est doté de nouveaux équipements de pointe et de numérisation en

Oran/ Evacuation des eaux usées Rénovation de 10 km de canalisations souterraines géantes

UNE OPÉRATION de rénovation de 10 km linéaires de canalisations souterraines géantes pour l'évacuation des eaux usées se trouvant au-dessous des immeubles de la ville d'Oran a été programmée par la direction locale des ressources en eau, a annoncé cette direction. Cette opération, qui permettra d'enrayer le phénomène des remontées des eaux à la surface du fait de la vétusté de ces canalisations, touchera d'abord des canalisations se trouvant au niveau de la rue Mohamed Khemisti, au centre-ville, du fait que ces canalisations reçoivent les eaux souterraines en provenance d'oued Rouina, a indiqué le responsable local du secteur. Ce projet entre dans le cadre du programme de réhabilitation de quelque 25 km de canalisations vétustes sur un réseau long de 80 km de canalisations de la wilaya d'Oran, a ajouté Djelloul Terchoune. Le responsable a indiqué que les travaux de rénovation de 10 km de canalisations souterraines ont été achevés, signalant que «le programme de réhabilitation de ces canalisations, dont l'étude a été achevée, sera réalisé sur plusieurs étapes». «Nous avons sollicité une enveloppe budgétaire de 600 millions de dinars pour concrétiser l'opération», a-t-il relevé. D'autre part, la direction des Ressources en eau d'Oran a lancé une opération de rénovation des équipements des stations de dessalement d'eau de mer «les dunes» et de Bousfer, dans la daïra d'Aïn El-Turck, qui produisent 10 000 m³ d'eau dessalée par jour, selon la même source.

R.R.

soudure, en plus de l'introduction de nouvelles filières dans les travaux publics, la maintenance des équipements informatiques et bureautiques, le marketing et la restauration. Selon M. Hamdani, la DFEP s'attèle à mettre en œuvre la nouvelle stratégie du secteur portant ouverture et communication permanente sur l'environnement économique, dont les secteurs de l'agriculture, l'industrie, les services et le tourisme, en égard aux larges potentialités existantes dans ces domaines dans cette wilaya dans l'extrême Sud du pays. Une panoplie de métiers et spécialités a été retenue pour assurer une formation qualifiante aux postulants, notamment les jeunes et la femme au foyer, avec l'ouverture de nouvelles structures de formation, à l'instar d'un centre de formation dans la commune de Bordj Omar Idriss et d'une section détachée dans la localité de TFT (Tin-Fouyé Tabenkort) relevant de la même commune, en vue de dynamiser la formation

dans cette région à vocations industrielle, touristique et agricole. La DFEP a opté aussi pour cette session pour la formation de niveau de technicien supérieur dans l'ensemble des structures de formation de la wilaya, en plus de l'ouverture prochaine d'un institut spécialisé de la formation professionnelle au chef lieu de wilaya, de deux nouvelles sections détachées pour la femme rurale dans la localité de Takbelt et l'ancienne ville de Debdeb. Le DFEP d'Illizi a fait part, en outre, de la signature prochaine de conventions de coopération avec le secteur du tourisme en prévision du lancement du programme d'investissement et d'exploitation de la nouvelle zone d'expansion touristique (ZET) de Djanet et la mise en œuvre du programme commun



entre le ministère de tutelle et celui de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, portant qualification des agents de la restauration scolaire. Le secteur de la formation projetée de signer aussi une convention de coopération avec la société

Kahraba et Taket El-Moutadjedida (SKTM, filiale de Sonelgaz) pour la formation et la qualification de jeunes en matière d'installation des équipements électriques et de panneaux solaires et photovoltaïques, a révélé M. Hamdani.

H. A.

Tizi-Ouzou

Alimentation de plus de 3 000 foyers en gaz naturel en juillet

Au total, 3 161 foyers de la wilaya de Tizi-Ouzou seront alimentés en gaz naturel gaz durant ce mois de juillet, a annoncé la direction locale de distribution de gaz et d'électricité. Les bénéficiaires de ces mises en service sont répartis sur huit communes de la wilaya, à savoir Timizart, Ain Zaouia, Ait Khellil, Draa Ben Khedda, Ait Boumahdi, Béni Yenni, Tadmait et Iboudrarene. Un réseau de

distribution d'une longueur de 108,32 km a été réalisé au titre de ces branchements, a-t-on précisé de même source. La direction de Tizi-Ouzou a lancé un appel à ses futurs clients à achever les travaux d'installations intérieures et les a exhorté à «faciliter la tâche aux entreprises qui sont à pied d'œuvre sur le terrain et ce, dans le but de leur permettre d'honorer les engagements dans les délais

convenus». Avec ces nouvelles mises en service, le nombre total des foyers qui vont bénéficier d'un raccordement au réseau de gaz naturel depuis le 1^{er} janvier 2018, atteindra 12 925 foyers répartis sur 27 communes, a-t-on indiqué de même source, ajoutant que ces opérations ont nécessité la réalisation de 452,8 km de réseaux.

S.H.

Skikda

1 million m³ du barrage de Zit El Anba consacré à l'irrigation de la tomate industrielle

Un volume de 1 million m³ d'eau d'irrigation du barrage de Zit El Anba, situé dans la région Bakouche Lakhdar (Est de Skikda), a été consacré à l'irrigation de la tomate industrielle, a révélé le directeur de la Chambre d'agriculture, Mourad Bourkoug. «La mobilisation de ce volume d'eau vise à aider les agriculteurs à irriguer les superficies dédiées à la culture de la tomate industrielle, eu égard aux températures élevées et à la quantité d'eau insuffisante dans la région Est de

la wilaya», a indiqué le responsable. «L'opération d'irrigation a été lancée il y a 10 jours», a-t-il fait savoir, précisant qu'à raison de 2 fois par semaine, 120 000 m³ d'eau déversés au total chaque semaine de ce barrage dans l'Oued El Kebir seront utilisés par les agriculteurs pour l'irrigation selon le système «goutte-à-goutte». Cette quantité d'eau permettra d'irriguer environ 2 000 hectares de tomates industrielles dans la partie Est de Skikda sur les 8 200 hectares consacrés à

cette culture dans cette wilaya, ce qui représente 50% de la superficie globale allouée à cette culture au niveau national, a poursuivi M. Bourkoug. D'autre part, la wilaya de Skikda prévoit au titre de l'actuelle saison agricole, la production de près de 4,6 millions de quintaux de tomates industrielles, avec une légère hausse par rapport à l'année dernière où la production a atteint 4 millions de quintaux, a-t-il ajouté, rappelant que 30% de la production de tomate de l'année 2017 a

été ravagée par les incendies et les maladies. Le directeur de la Chambre d'agriculture a également fait savoir que la wilaya de Skikda reste «leader» dans le domaine de la production de tomates industrielles. A noter que la capacité du barrage de Zit El Anba est estimée à 116 millions m³, alimentant en eau potable les communes de Skikda, Azzaba, Djendel, Ain Cherchar et Sebti, en plus de son exploitation pour irriguer les superficies agricoles.

L.Y.

Mila/ Insertion sociale

Création de plus de 600 postes d'emploi

La wilaya de Mila a bénéficié au cours de l'année en cours de plus de 600 postes d'emploi dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion sociale, a affirmé le directeur local de l'Action sociale et de la Solidarité, Zineddine Kenzi. Ce responsable a expliqué, à ce propos, que le nombre de postes accordés à la wilaya dans le cadre de ce dispositif est de 374, consacrés aux non-diplômés et aux détenteurs de diplômes de techniciens

âgés entre 18 et 59 ans. Les postes restants étant consacrés aux diplômés de moins de 35 ans, M. Kenzi a précisé que 163 postes ont été accordés aux diplômés universitaires et 70 autres aux techniciens supérieurs. Dans ce même contexte, les cantines scolaires de la wilaya ont bénéficié de 6 postes d'emploi par commune, donnant la priorité au recrutement des diplômés de la formation professionnelle, a ajouté la même source,

affirmant que les postes restants ont été répartis entre les directions de l'action sociale, la jeunesse et les sports et les affaires religieuses et des wakfs. Concernant l'insertion des diplômés universitaires et des techniciens supérieurs, M. Kenzi a indiqué qu'il a été décidé de leur consacrer 3 postes d'emploi par commune, alors que le reste sera réparti entre les administrations et les classes spécialisées.

D.E.



Libye

L'Otan aurait utilisé de l'uranium appauvri en 2011

■ Un groupe de scientifiques nucléaires libyens a indiqué vendredi que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a utilisé des obus à l'uranium appauvri lors des bombardements menés en 2011 en Libye, précisant qu'un rapport détaillé a été transmis au gouvernement d'entente nationale à Tripoli.



Par Farid M.

Nuri al-Druki, conseiller des comités libyens de l'environnement et de l'énergie nucléaire, a déclaré à l'agence russe Sputnik que lors des bombardements sur la Libye en 2011, «l'Otan avait eu recours à des obus à l'uranium appauvri», ajoutant qu'un rapport a été transmis par un groupe de scientifiques nucléaires au gouvernement d'entente nationale à Tripoli.

Dans ce document, les scientifiques libyens ont confirmé «l'utilisation d'obus à l'uranium appauvri». «Nous avons mené des recherches dans un siège de l'armée libyenne qui avait subi des bombardements de l'Otan. Des zones à la radioactivité élevée y ont été découvertes», a indiqué Nuri al-Druki. Il a ajouté qu'«après avoir pris des mesures, nous avons découvert que cette radioactivité résultait d'obus à l'uranium appauvri utilisés par l'Otan». Le responsable a précisé

également que ses collègues envisageaient de faire appel à l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) ainsi que d'autres organisations internationales pour initier une enquête afin de vérifier la présence de traces d'uranium appauvri dans d'autres régions ayant été ciblées par les bombardements de l'Otan. Les obus à uranium appauvri sont des munitions antiblindage, dont l'utilisation est critiquée pour les risques qu'ils comporteraient pour la santé

des militaires les utilisant, et des populations vivant dans les zones visées. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'uranium appauvri est un «*métal lourd, chimiquement et radiologiquement polluant*», qui présente «*environ 60% de la radioactivité de l'uranium naturel*».

Le retour en force des Etats-Unis dans le dossier libyen

Washington reprend le dossier libyen après l'avoir pratiquement abandonné depuis l'arrivée du président Donald Trump au pouvoir. Le président américain semblait préférer laisser la gérance de ce dossier aux Européens, mais il semble avoir changé d'avis. Donald Trump l'a franchement exprimé en obligeant, ce 10 juillet, les partis libyens à reprendre la production et l'exportation du brut. Alors que les opérations étaient arrêtées depuis juin dernier en raison d'instabilité politique, il a fallu moins de 24 heures après l'intervention de Washington, pour que les choses reviennent à la norme. La première puissance mondiale a besoin en urgence du brut libyen. Elle encerclé l'Iran, le troisième exportateur mondial du brut et elle presse l'organisation des pays exportateurs (l'Opep) à augmenter la production afin de baisser des prix en augmentation. D'autres interventions américaines ont récemment eu lieu.

Le 2 juillet, Stéphanie Williams a été nommée représentante spéciale adjointe à Ghassan Salamé pour les affaires politiques en Libye. Un poste qui n'a jamais existé pour ses 5 prédécesseurs. Pour la presse américaine, cette nomination fait suite à l'intervention directe de Donald Trump auprès du secrétaire général de l'ONU.

L'Italie veut des élections en 2019

Stéphanie Williams a inauguré son activité sur le dossier libyen en participant à côté de Ghassan Salamé aux réunions de Rome, en début de semaine. Rome qui pousse à décaler à l'année prochaine la date des élections prévues le 10 décembre en Libye. Washington avait pris sa distance avec le dossier libyen depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir en janvier 2016. Cette tendance s'est vraiment installée après la nomination de Ghassan Salamé comme représentant spécial de l'ONU en Libye. Les Américains ayant échoué à imposer leur candidat Richard Wilcocks comme successeur à l'Allemand Martin Kobler en tant qu'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye. Hormis quelques rares frappes aériennes visant des cibles jihadistes, Washington n'intervenait donc pas en Libye. La tendance semble s'inverser.

F. M./Agences

Tunisie

Vers la mise en place de la première stratégie quinquennale de coopération

La première stratégie quinquennale de coopération entre la Tunisie et la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD) sur la période 2018-2023 est le principal thème débattu lors d'un entretien entre le ministre du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Zied Ladhari, et le vice-président de la BERD, Pierre Heilbronn, et ce, en présence de Janet Heckman, directrice exécutive pour la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée, et Antoine Salle de Chou, directeur du bureau de la Banque à Tunis. Selon un communiqué publié par le département du Développement, cette stratégie se base, essentiellement, sur l'encadrement de la coopération en vue d'appuyer la compétitivité de l'économie nationale et des secteurs à forte employabilité, en particulier l'agriculture, l'industrie, le secteur bancaire et les PME. Les deux parties ont examiné, également, les domaines de coopération entre la Tunisie et la BERD, en particulier dans les secteurs du transport, de l'énergie et de l'assainissement, ainsi que des projets à mettre en place au cours de la période à venir. A cette occasion, Ladhari a exprimé sa satisfaction quant au niveau de la coopération entre la Tunisie et la BERD, durant ces dernières années, et le

rôle qu'elle joue en vue de soutenir le secteur privé. Il a valorisé, aussi, la contribution effective de la Banque dans l'organisation d'un Forum international de haut niveau sur le partenariat entre les secteurs public et privé, lequel sera organisé le 18 septembre 2018. De son côté, Heilbronn a mis l'accent sur les réformes économiques engagées par la Tunisie, dans le dessein d'impulser l'investissement interne et externe, soulignant à cet égard, la volonté de son organisation de soutenir le secteur privé tunisien et de financer les projets publics programmés dans le cadre du plan quinquennal 2016/2020.

Hausse des exportations d'huile d'olive

Le montant des exportations tunisiennes en huile d'olive a augmenté de 168,31% entre septembre 2017 et fin juin 2018 par rapport à la même période de l'année écoulée, pour atteindre 1,7 milliard de dinars tunisiens, a indiqué le ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche. Les exportations de l'huile d'olive ont, également, progressé en quantité de 149,53%. Les quantités exportées d'huile d'olive ont atteint 167 436 tonnes entre septembre 2017 et

fin juin 2018, contre 67 100 tonnes au cours de la même période de l'année écoulée. Concernant les quantités d'huile d'olive en vrac exportées, elles ont atteint 155 522 tonnes, contre 57 580 tonnes enregistrées durant la même période de la saison écoulée, soit une augmentation de 170% en quantité et de 194% en valeur. L'Espagne et l'Italie sont les pays qui en importent le plus avec une répartition respective de 35% et de 33%, suivies par les Etats-Unis (18%) et la France et le Maroc

(3%). Les quantités d'huile d'olive conditionnée exportées se sont établies à 11 913 tonnes (contre 9 520 tonnes), soit une hausse de 25% en quantité et de 42% en valeur. Le Canada occupe la première place des pays importateurs de l'huile d'olive conditionnée tunisienne (28%), suivis par la France (25%), les Etats-Unis (14%), l'Arabie saoudite (7%), les Emirats arabes unis et le Brésil (6%), la Nouvelle-Zélande (4%) et la Suisse (3%).

Sara H./APS

Rassemblement à Monastir pour dénoncer l'attaque terroriste à Ghardimaou

LES SYNDICATS de base de la Sûreté nationale tunisienne à Monastir ont organisé vendredi un sit-in, Place des martyrs de la sûreté, en face du local du district de la Garde nationale, pour dénoncer l'attaque terroriste perpétrée à Ghardimaou, a indiqué Taoufik Chaher, secrétaire général du Syndicat de la Sûreté nationale à Moknine. Les protestataires ont appelé à fournir aux unités sécuritaires le matériel adapté à leurs interventions dans les zones montagneuses et forestières et à accélérer la promulgation de la loi sur la protection des policiers qui font face quotidiennement à des agressions, à l'instar de l'attaque au couteau dont ont fait l'objet, jeudi après-midi, deux policiers, sur la plage de Djerba, lors d'un contrôle d'identité, rapporte l'agence TAP. Ils ont appelé au maintien des salaires au profit des familles de leurs collègues décédés dans l'exercice de leur métier et à laisser le ministère de l'Intérieur en dehors des tiraillements politiques et partisanes. Six membres de la Garde nationale ont été tués dans une embuscade tendue par un groupe terroriste dans le secteur de Ain Sultan, dans le gouvernement de Jendouba, a indiqué dimanche dernier le général Sufyan al-Zaq.

R. M.



Pakistan

Le pays en deuil après un attentat meurtrier lors d'un meeting électoral

■ Le Pakistan était sous le choc hier au lendemain d'un sanglant attentat suicide qui a tué 128 personnes au Baloutchistan et coïncidé avec l'arrestation de l'ancien Premier ministre Nawaz Sharif pour corruption, bousculant une campagne électorale déjà très tendue pour les élections législatives du 25 juillet.

Par Rosa C.

«**C**arnage à Mastung», titrait le quotidien «Express Tribune» en une hier. Un autre quotidien, «The News», évoquait un «massacre». Les proches des victimes de l'attentat, le plus meurtrier au Pakistan depuis l'attaque d'une école de Peshawar qui avait fait plus de 150 morts en décembre 2014, ont commencé hier à porter en terre les victimes dans la ville de Mastung, à une quarantaine de kilomètres de la capitale de la capitale baloutche Quetta, dans le sud-ouest du pays. Une cérémonie était également prévue à Quetta dans l'après-midi.

L'attentat, qui a été revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique, est le troisième à frapper une réunion électorale cette

semaine au Pakistan. Au total, ces violences ont fait au moins 150 morts en l'espace de quatre jours, dont deux candidats aux élections. Ces événements font resurgir le spectre de l'instabilité et de la violence dans un pays où la situation sécuritaire s'était nettement améliorée ces dernières années et alors que la campagne électorale avait jusqu'ici été relativement épargnée par les violences, notamment par rapport à la précédente en 2013.

Suite aux attentats, des voix se sont élevées hier pour rappeler les forces armées à leurs obligations de base. «Il n'a jamais été aussi vrai que l'establishment militaire pakistanais doit se concentrer sur la sécurité, pas sur la politique», a tweeté l'analyste Mosharraf Zaidi. L'armée



PH. > D. R.

est régulièrement soupçonnée d'interférer en sous-main dans la vie politique pakistanaise, ce qu'elle dément. Dans son éditorial, le quotidien Dawn appelle lui aussi les autorités à «non seulement renforcer la sécurité mais aussi à mobiliser l'ensemble de l'appareil de renseignement pour faire le travail qu'il est censé faire, c'est-à-dire prévenir les attentats». Le porte-parole de l'armée, le général Asif Ghafoor, a pour sa part prévenu sur Twitter que «les tentatives de forces hostiles pour faire dérailler les importantes activités démocratiques ne réussiront pas». Au

Baloutchistan, les hôpitaux ont été placés en gestion d'«urgence» après avoir accueilli la veille plus de 150 blessés, dont beaucoup grièvement, a indiqué le ministre de l'Intérieur de la province du Baloutchistan, Agha Umar Bungalzai. Des forces supplémentaires ont été déployées dans les «zones sensibles», selon le secrétaire provincial aux affaires intérieures, Haider Shako. L'attentat visait un meeting politique de Mir Siraj Raisani, candidat à un siège de député provincial sous l'étiquette du parti Baluchistan Awami Party (BAP), qui est décédé dans l'at-

tentat. L'assistant de M. Raisani, Shams Mengal, a affirmé que le kamikaze «se trouvait au premier rang». «Il s'est levé et s'est fait exploser dès que Raisani a entamé son discours», a-t-il indiqué. Des témoins ont fait état de scènes «effrayantes» après l'explosion. L'évacuation des morts et des blessés a dû se faire en grande partie dans l'obscurité faute d'électricité, selon un journaliste de l'AFP sur place. Le Baloutchistan est la plus pauvre et la plus instable des provinces du Pakistan. L'attentat de Mastung a en outre coïncidé avec l'arrestation de l'ancien Premier ministre Nawaz Sharif et de sa fille Maryam pour corruption à Lahore vendredi soir à l'issue d'un retour au pays hyper-médiatisé. Bien qu'il ne puisse pas se présenter au scrutin, sa condamnation à dix ans de prison la semaine dernière et son incarcération alimentent elles aussi de vives tensions politiques dans le pays. Son clan les qualifie de «politiques» et M. Sharif accuse la puissante armée pakistanaise de conspirer contre lui et d'interférer dans la vie politique, ce qu'elle dément. «Je sais que (...) je serai emmené directement en prison», avait déclaré M. Sharif dans une vidéo rendue publique vendredi avant son interpellation. R. C.



Points chauds

Rencontre

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'avocat de Donald Trump estime que l'enquête visant le président Républicain et portant sur la collusion avec la Russie durant la campagne présidentielle de 2016 est loin d'être aussi solide que les détracteurs du dirigeant américain aiment à le laisser penser, de nouvelles arrestations ont été effectuées cette semaine par le FBI. En effet, douze agents des services de renseignement russe ont été inculpés pour avoir piraté les ordinateurs du Parti Démocrate avant l'élection présidentielle américaine de 2016, a annoncé vendredi le ministère de la Justice des États-Unis. Ces inculpations ont été demandées par le procureur spécial Robert Mueller, qui mène l'enquête visant Trump. La Russie est par ailleurs accusée d'avoir orchestré des piratages informatiques qui ont mené au vol et à la publication de milliers de courriels de responsables Démocrates, brûillant le message de la candidate Démocrate, Hillary Clinton. Les inculpés, tous membres des services de renseignement de l'armée russe (GRU), sont accusés d'avoir «conspiré de manière intentionnelle (...) pour obtenir un accès non autorisé dans les ordinateurs de personnes ou entités américaines impliquées dans l'élection présidentielle américaine, voler des documents depuis ces ordinateurs et organiser la publication de ces documents pour s'ingérer dans l'élection», selon l'acte de mise en accusation. Cette annonce intervient peu avant une rencontre du président des États-Unis et de son homologue russe, Vladimir Poutine, à Helsinki, où les deux responsables devraient évoquer les allégations d'ingérence russe. «Je vais absolument et fermement poser la question» de l'ingérence russe, a affirmé vendredi le président américain, qui dément toute collusion avec la Russie pour gagner l'élection et qualifie de «chasse aux sorcières» l'enquête du procureur spécial. Ces inculpations «montrent à quel point cette opération était vaste», a réagi le président du comité démocrate national (DNC) Tom Perez dans un tweet, en dénonçant «le vol d'informations liées à près de 500 000 électeurs». «Le gouvernement russe a attaqué notre démocratie en 2016 et le DNC était la cible principale.» Les Démocrates ont également réclamé l'annulation du tête-à-tête de lundi entre Trump et Poutine à Helsinki, mais la Maison-Blanche a confirmé qu'il aurait bien lieu. Le numéro deux du ministère américain de la Justice, Rod Rosenstein, a pour sa part démenti tout lien entre les inculpations et le tête-à-tête d'Helsinki. La date de cette annonce «est celle des faits, des preuves et de la loi qui détermine ce qui est suffisant pour présenter une inculpation à cet instant», a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse, soulignant que Trump avait été informé de ces poursuites. «Il était important que le président sache quelles informations nous avions découvertes car il doit prendre des décisions très importantes pour le pays», a-t-il souligné. Reste à savoir comment se déroulera la rencontre entre les deux chefs d'État et surtout quel impact cela aura sur la suite de l'enquête visant Donald Trump et ses proches. F. M.

Nicaragua

Des étudiants dans une église à Managua attaquée par les forces pro-Ortega

Les forces pro-gouvernementales du Nicaragua assiégeaient hier une église de Managua où se sont réfugiés quelque 200 étudiants participant aux manifestations contre le président Daniel Ortega. Vendredi, deux personnes ont été tuées et des dizaines blessées dans des violences à Masaya, où le président Ortega a lancé un appel à la paix en pleine grève générale à l'initiative de l'opposition. Au total, plus de 270 personnes ont été tuées et quelque 2.000 blessées dans les violences qui secouent le Nicaragua depuis trois mois, selon la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH). A Managua, des policiers et des paramilitaires assiégeaient depuis vendredi vers 23H00 GMT l'église de la Divine Miséricorde, située dans le sud-ouest de la capitale près de l'Université nationale autonome (UNAN). Des dizaines d'étudiants se sont réfugiés dans l'église pour fuir une attaque contre l'UNAN où ils étaient auparavant retranchés. «Nous ne voulons pas mourir», «aidez-nous», criaient des jeunes gens désespérés au milieu des bruits

de tirs, selon la retransmission en direct fournie par trois journalistes locaux bloqués dans l'église. Durant la nuit, peu avant minuit, le curé était sorti portant le drapeau du Vatican pour évacuer des blessés graves ainsi qu'un journaliste américain du «Washington Post», Joshua Partlow, après une négociation avec l'Eglise catholique. «Ils veulent nous assassiner tous», a déclaré un étudiant à la chaîne 100% Noticias depuis l'intérieur de l'église. Vendredi à Masaya, la ville la plus rebelle du pays située à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale, des partisans pro-Ortega ont «tiré avec des armes de gros calibre» dans le quartier de Monimbo dans le sud de la ville, tuant «un policier et un manifestant», selon Alvaro Leiva, un responsable de l'Association nicaraguayenne des droits de l'homme (ANPDH). Le président Ortega avait mobilisé ses partisans pour marcher vendredi sur Masaya, en réponse à la grève générale. Des fidèles du président étaient partis de Managua à bord de centaines de véhicules et motos, agitant des drapeaux rouge et noir du Front sandiniste de libé-

ration nationale (FSLN, gauche), le parti au pouvoir. M. Ortega et son épouse Rosario Murillo, également sa vice-présidente, se trouvaient dans ce convoi qui commémorait un épisode-clé de la révolution sandiniste de 1979. «Nous invitons tout le monde (...) à choisir le chemin de la paix», a lancé M. Ortega devant un commissariat de police à Masaya, protégé par nombre de policiers antiémeute lourdement armés. La grève générale de vendredi était la deuxième depuis celle du 14 juin au cours de laquelle quatre personnes sont mortes. Lancée à l'appel de l'Alliance civique pour la démocratie et la justice, coalition de l'opposition qui inclut des secteurs de la société civile, elle a été suivie à 90% selon l'opposition tandis que des médias proches du pouvoir faisaient état d'une situation normale dans certaines zones. La plupart des marchés, banques, magasins, stations-service et restaurants à travers le pays sont restés fermés vendredi, en réponse à l'appel des adversaires du chef de l'État ou par peur des pillages, a constaté l'AFP.



Handball / Transferts L'Algérien Ayyoub Abdi rejoint le club de Grenoble

L'INTERNATIONAL algérien Ayyoub Abdi (CRB Baraki) s'est engagé avec Grenoble Saint-Martin d'Hères université handball club (GSMH), a annoncé vendredi le club français promu en ProLigue. «Le GSMH vient de s'attacher les services d'un nouveau joueur ! Ceux de l'arrière droit, l'Algérien Ayyoub Abdi», a écrit le club sur son site officiel, sans préciser la durée du contrat ni le montant de la transaction. Abdi (22 ans) qui a brillé avec la sélection seniors lors de la CAN-2016 en Egypte, a déjà connu le plus haut niveau français puisqu'il a évolué durant quelques mois sous les couleurs du Pays d'Aix Université handball club (PAUC), une expérience brève mais qui montre tous le talent de l'algérien qui a très vite été repéré par de nombreuses équipes européennes. «Avec un très gros potentiel offensif, Abdi possède toutes les qualités attendues au plus haut niveau, ne reste plus qu'à les exploiter de la meilleure des façons. Possédant un style de jeu complet, avec une capacité de loin mais aussi une très belle vision

du jeu, le GSMH compte sur Ayyoub pour animer le côté droit de l'attaque Rouges et blanches», ajoute le communiqué du club. De son côté, l'entraîneur du GSMHGUC, Aziz Benkahla, a estimé que Abdi a «un profil très intéressant et très complet offensivement avec déjà pas mal de maturité malgré son jeune âge». «Je pense réellement qu'il peut nous apporter beaucoup en attaque et qu'il va pouvoir équilibrer l'équipe. Il faudra néanmoins qu'il continue à progresser, notamment sur le plan défensif et d'un point de vue physique. J'espère qu'il réussira à s'épanouir chez nous et à faire l'étalage de tout son potentiel», a-t-il ajouté. Pour sa part, Ayyoub Abdi est séduit et consent à retenter l'aventure en France, au sein du GSMHGUC, avec «la réelle intention de prouver à ce niveau», glisse l'international algérien. «Je rejoins un club de combattant avec des valeurs qui me correspondent. J'espère que tout se passera bien. De mon côté, je vais m'attacher à bien travailler pour réussir une belle saison», a-t-il conclu. M. L.

Tennis / Championnats arabes des U14

Douze jeunes internationaux algériens en stage de présélection à Tlemcen

DOUZE JEUNES tennismen algériens (7 garçons et 5 filles) effectueront un stage bloqué du 17 au 19 juillet courant à Tlemcen, en vue de dégager la sélection nationale qui disputera les prochains Championnats arabes des moins de 14 ans, prévus du 21 au 30 août 2018 en Tunisie, a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAT). Il s'agit de Slatni Ibrahim, Kichou

Slimane, Benhabiles Rayan, Sebih Amine, Fernani Lotfi, Chetibi Wael et Mele Ramzi chez les garçons, ainsi que Khaled-Khodja Razane, Dellal Marwa, Baïtich Sarah, Arnaout Amina et Chérif Inès chez les filles. Pendant ce stage de présélection, «les jeunes internationaux algériens seront encadrés par l'entraîneur national Walid Keciba», a-t-on encore appris auprès de la FAT. R. S.

Athlétisme / Mondiaux 2018 des U20

L'Algérien Oussama Cherrad qualifié en demi-finale du 800m

LE DEMI-fondiste algérien Oussama Cherrad s'est qualifié vendredi pour les demi-finales du 800m des Championnats du monde d'Athlétisme des moins de 20 ans qui se déroulent actuellement en Finlande avec un chrono de 1:49.40. En demi-finale, prévue samedi après-midi, l'Algérien concourra dans la deuxième série, comportant également un Portugais (Pereira), un Kenyan (Kipngetch), un Américain (Rivera), un Belge (Crestan), un Italien (Barontini), un Croate (Bloudek) et un Britannique (Lonsdale). Cherrad espère décrocher une deuxième finale après celle du 1500m, dans laquelle il a obtenu la 7^e place vendredi, en 3:45.47. L'Algérie a engagé un total de dix athlètes dans cette compétition, organisée du 10 au 15 juillet dans la ville de Tampere, mais la plupart d'entre eux ont été éliminés dès les premières séries. En effet, outre Cherrad sur le 1500m, seuls Saber Abed et Mohamed Kadi-Bouchakour ont réussi à atteindre la finale. Ils ont

concouru sur le 10.000m, et se sont finalement contentés des 10^e et 17^e places. Les sept autres internationaux algériens engagés dans cette compétition sont : Rabie Deliba (1500m), Slimane Moula (400m), Souad Azz (10.000m marche), Othmane Chibani (10.000m marche), Loubna Benhadja (400m/haies), et les steeplers Mohamed-Amine Drabli et Oussama Bassi. K. L.

Athlétisme/Championnat national Open

Les épreuves de vitesse, une spécialité du GS Pétrolier

■ Les athlètes du GS Pétrolier (messieurs et dames) ont survolé les épreuves de vitesse de la deuxième journée des Championnats d'Algérie d'athlétisme Open «Tayeb-M'ghezzi», qui se déroulent du 12 au 14 juillet 2018 au stade de Bateau-Cassé, à Bordj El-Kiffan (Alger).



Par Ilham S.

Lors de la finale du 100 m messieurs, une épreuve très attendue par les adeptes de l'athlétisme, les coureurs du GS Pétrolier ont occupé les trois premières places du podium, grâce à Hammoudi Mahmoud, vainqueur de la course avec un chrono de 10.54, devant ses deux coéquipiers, Bouchakour Abdelhadi (10.55) et Laredj Idriss (10.60).

Le même scénario a été réédité par les athlètes du GS Pétrolier à l'occasion de la finale des 400 m messieurs, en allant chercher les trois premières places du podium, grâce à Miloud Laredj, le meilleur performeur algérien dans cette spécialité, remportant ainsi le titre de champion d'Algérie avec un chrono de 47.31.

Ces coéquipiers, Bouhadda Sofiane et Lebidda Nacereddine, ont occupé respectivement les 2^e et 3^e places avec un chrono de 47.48 et 48.25. «C'est toujours un réel plaisir pour moi de venir participer au Championnat d'Algérie avec mes coéquipiers du GS Pétrolier. Je suis très content de remporter, une nouvelle fois, ce

titre de champion d'Algérie. Je pense que je peux descendre au-dessous des 45.80, mais cette performance exige beaucoup de moyens financiers et de sacrifices», a éclairé à l'APS Laredj Miloud.

Pour le meilleur sprinter algérien au 400 m, «les années passent et se ressemblent, notamment en matière de prise en charge de la part de la Fédération algérienne d'athlétisme qui continue de négliger les athlètes de l'élite nationale».

«Je voudrais parler de ma situation vis-à-vis de la fédération qui continue à ignorer les doléances des athlètes de haut niveau. Je m'entraîne avec mes propres moyens à Paris et sans aucune aide émanant de la fédération. Je suis considéré comme le 4^e meilleur performeur au 400 m en France, mais les responsables de la FAA n'ont jamais fait le moindre geste pour m'offrir les meilleures conditions de préparation», a dit Miloud Laredj à l'issue de la finale des 400 m.

De son côté, Romaisa Belabiod, sociétaire du GS pétrolier, a remporté sans surprise le concours du saut en longueur (5.93), devant Saadi

Kenza de Bejaïa (5.68) et Benhadja Affaf (5.58) du GS Pétrolier. Le médaillé d'argent à la longueur aux Jeux méditerranéens de Tarragone (Espagne), Triki Yasser Mohamed Tahar (GS Pétrolier), a remporté sans surprise le titre de champion d'Algérie avec un bond de 7.92, devant son coéquipier Rahman Takieddin (7.67) et Sebbat Haithem du CA Tahir (7.46).

Les athlètes du GS Pétrolier ont décroché cinq des 12 titres mis en jeu lors de cette 2^e journée des Championnats d'Algérie Open qui enregistre la participation de 530 athlètes dont 246 dames et 289 hommes représentant 135 clubs de 35 wilayas.

Samedi, 16 finales seront au programme de la troisième et dernière journée de l'Open Tayeb-M'ghezzi : 10.000 m marche messieurs et dames, disque messieurs et dames, saut dames, 400 m haies messieurs et dames, 800 m messieurs et dames, 200 m messieurs et dames, hauteur messieurs, triple saut messieurs et dames, 5000 m messieurs et dames, 4x400 m messieurs et dames.

I. S./APS

Serie A italienne / SSC Naples (préparation)

Ghoulam rejoint ses coéquipiers à Dimaro, retour prévu en septembre

LE DÉFENSEUR international algérien de Naples (Serie A italienne de football) Faouzi Ghoulam, convalescent, a rejoint ses coéquipiers jeudi soir à Dimaro (640 km au nord de Rome), où ils se trouvent pour le traditionnel stage d'intersaison, rapportent vendredi les médias locaux.

Le latéral gauche de l'équipe, opéré de nouveau le 4 juillet à Rome, n'a plus joué depuis novembre 2017 en raison d'une grave blessure au genou (rupture du ligament croisé) va poursuivre sa rééducation avant de renouer avec la compétition probablement en septembre prochain, selon les prévisions de la presse italienne.

«Je suis très bien pour le moment, nous allons voir ce qui va se passer prochainement mais je pense que tout ira bien pour moi. Je dois dire que je suis excité de rencontrer Ancelotti et de retrouver mes coéquipiers. Je salue les fans, nous devons tout donner cette saison pour eux», a-t-il indiqué peu après son arrivée, cité par TV Lupa.

L'ancien stéphanois a rencontré dans la foulée le nouvel entraîneur de Naples, Carlo Ancelotti, où ils ont pris une photo ensemble diffusée sur le compte Twitter du Napoli.

Victime d'une rupture du ligament croisé le 1^{er} novembre 2017 lors de la réception de Manchester City (2-4) en Ligue des cham-

pions, Ghoulam allait retrouver la compétition en février dernier face aux Allemands du RB Leipzig en Europa league, avant de contracter une fracture transversale de la rotule droite, nécessitant une nouvelle intervention à la clinique Villa Stuart de Rome.

Ghoulam a été convoqué pour les trois derniers matchs de Naples en Serie A, mais sans pour autant effectuer son retour à la compétition. Ghoulam (37 sélections) a inscrit 2 buts en 17 apparitions la saison dernière avec le vice-champion d'Italie, toutes compétitions confondues.

L. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

JAJ-2018/ Avec 218 athlètes

Forte délégation marocaine

LE MAROC présentera une forte délégation composée de 208 athlètes lors des Jeux africains de la jeunesse JAJ-2018, prévue à Alger du 17 au 28 juillet, a annoncé le Comité national olympique marocain (CNOM). Les athlètes concourent dans 28 disciplines : athlétisme, aviron, badminton, boxe, canoë kayak, judo, cyclisme, football, gymnastique, haltérophilie, handball, karaté, lutte, natation, pétanque, rugby, sport boules, équitation, tir, taekwondo, tennis, tir à l'arc, triathlon, voile, volleyball de plage, wushu et sambo. Le Vovinam viet vo dao qui était inscrit au menu des Marocains, a été annulé par le comité d'organisation des JAJ en raison du nombre réduit des pays en lice. La délégation marocaine sera dirigée par 82 encadrants, précise la même source. La 3^e édition des JAJ verra la présence de 4 500 personnes, dont 3 000 athlètes issus de 54 pays, qui vont concourir dans 34 disciplines. La première édition s'était déroulée en 2010 à Rabat (Maroc), suivie quatre ans plus tard par les JAJ-2014 à Gaborone (Botswana). G. H.

Oran

Projection en avant-première du film «Escobar»

LE FILM «Escobar», de l'Espagnol Fernando Leon de Araona, sera projeté en avant-première à Oran par l'Office national de la culture et de l'information (Onci) durant la seconde moitié de juillet en cours, a-t-on appris de cet organisme. L'Onci a programmé ce film à la salle «Es-Sâada», au centre-ville d'Oran, une salle qui va également abriter, à l'instar de celle d'«El Maghreb», plusieurs autres activités culturelles et récréatives s'inscrivant dans le cadre du programme estival de l'Onci, indique cet organisme. «Escobar» raconte la relation entre ce célèbre narcotraffiquant et une journaliste, Virginia Vallejo, qui a publié, en 2007 «Amando a Pablo, Odiando a Escobar», un récit-témoignage ayant servi de base au scénario de ce film. Selon les critiques, l'intérêt du film réside dans la performance époustouflante du couple de vedettes, Javier Bardem et Penelope Cruz, qui se retrouvent encore une fois devant la caméra pour une énième collaboration. Le programme de l'Office pour cette seconde moitié de juillet comporte également le spectacle «Underwater Bubbles» ou «Bulles sous l'eau», qui porte le label de la compagnie familiale UWB de Latvia. Ce show sera à l'affiche, du 19 au 23 juillet, à l'auditorium du «Mériadien» d'Oran, rappelle-t-on. M. O.

Depuis le début de l'année à Laghouat

Près de 600 cas de piqûres de scorpion

AU MOINS 589 cas de piqûres de scorpion ont été enregistrés depuis le début de l'année en cours à travers la wilaya de Laghouat, sans faire de décès, a-t-on appris hier auprès de la Direction locale de la santé et de la population (DSP). Ces cas ont été signalés notamment dans les régions nord de la wilaya, à l'instar des communes de Gueltet Sidi-Saâd (84 cas), Aflou (62), Brida (59), Ain Sidi-Ali (50), El-Beida (40) et Hadj-Mechri (36), a-t-on précisé. En dépit de ce nombre de piqûres de scorpion, les services de santé ne déplorent heureusement aucun décès, et ce, grâce, d'une part, aux campagnes de sensibilisation menées en direction de la population sur les risques du scorpion et, d'autre part, de la disponibilité en quantités suffisantes de sérum anti-venin de scorpion au niveau des structures de santé, a souligné la DSP. K. L.

Lakhdaria et Oued El-Bardi

Près de 200 arbres fruitiers ravagés par les incendies

PRÈS de 200 arbres fruitiers ont été ravagés par des incendies qui se sont déclarés ces deux derniers jours au niveau de Lakhdaria (ouest de Bouira) et d'Oued El-Bardi (sud), selon un bilan des services de la Protection civile de la wilaya rendu public hier. Au village de Boumerdjane relevant de la commune de Lakhdaria, à quelque 40 km au nord-ouest du chef-lieu de la wilaya de Bouira, les flammes ont dévoré 100 arbres fruitiers et quatre hectares de

broussailles ainsi qu'une cinquantaine de ruches d'abeilles, selon les détails fournis par les services de la Protection civile. «Les unités de la Protection civile de Lakhdaria et celles de Bouderbala sont intervenues et ont éteint le feu, qui a causé aussi la chute d'un câble électrique de haute tension», ont souligné les mêmes sources dans leur rapport remis à la presse. Dans la localité de Sidi Khaled, relevant de la commune d'Oued El-Bardi (sud de Bouira), un autre incen-

die s'est déclaré, ravageant plus de 60 arbres fruitiers ainsi que six hectares de broussailles, avant que les unités de la Protection civile n'interviennent pour éteindre les flammes. Par ailleurs, un autre incendie s'est déclaré au niveau d'une ferme agricole à Ouled Zidane, relevant de la commune d'Ain Bessam (ouest de Bouira). Les flammes ont partiellement endommagé un tracteur et causé la perte de huit hectare d'avoine, ont précisé les services de la Protection civile.

Une superficie de sept hectares de blé a été ravagée par des incendies qui se sont déclarés il y a une semaine dans la commune d'Ain Bessam. Mardi dernier, la direction générale des forêts a prévenu contre de «grands risques» d'incendies de forêt en raison du développement d'une importante strate herbacée provoquée par les dernières précipitations enregistrées depuis le début de l'année à travers le pays. K. L.

La natalité explose en Algérie



Djalou@hotmail.com

Mondial-2030

Infantino favorable à une candidature maghrébine conjointe

■ Le président de la Fédération internationale de football (Fifa), l'Italo-Suisse Gianni Infantino, s'est dit favorable à une candidature conjointe des trois pays maghrébins, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie pour l'organisation de la Coupe du monde 2030.

Par Racim S.

«L'idée est bonne, mais je pense qu'il y a un dossier qui a été proposé pour la session 2030 entre l'Uruguay, le Paraguay et l'Argentine. Je ne pense pas que la candidature soit un problème après que le Canada, le Mexique et l'Amérique aient eu l'honneur d'organiser le Mondial 2026... mais cette session comportera 48 équipes, et elle aura besoin de beaucoup de choses comme les stades, les installations, les infrastructures», a déclaré vendredi Infantino lors d'une conférence de presse tenue au Stade Loujniki de Moscou. «Globalement, nous sommes

ouverts à toutes les idées et les suggestions. Si une nouvelle candidature est déposée, nous nous pencherons dessus bien évidemment et nous échangeons à ce propos avec les organismes concernés. Je suis persuadé que plusieurs candidatures seront déposées, mais n'oublions pas que l'organisation d'un tel tournoi ne sera pas facile du tout», a-t-il ajouté. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, avait affirmé que l'Algérie était «prête» à étudier une éventuelle candidature maghrébine pour abriter le Mondial-2030. «Avec les infrastructures sportives qui ont été construites dans le cadre du pro-

gramme du président de la République au profit de la jeunesse et des sports, aujourd'hui l'Algérie est prête à étudier une éventuelle candidature commune avec le Maroc et la Tunisie pour l'organisation de la Coupe du monde 2030. Je pense que nous avons les moyens pour organiser des rendez-vous internationaux majeurs», avait-il indiqué. La sortie médiatique du premier responsable du département ministériel a été suivie quelques jours plus tard par celle du président de la Fédération tunisienne de football (FTF), Wadii Jariï, disant que «nous sommes ouverts à cette idée et nous aimerions que cela se produise». Le Maroc, qui n'est pas encore prononcé sur ce projet d'une candidature commune, a échoué à organiser le Mondial-2026 au profit de la candidature commune «United»: Etats-Unis, Mexique et Canada. Dans la foulée de cet échec, le Maroc a annoncé qu'il sera encore candidat pour l'organisation du Mondial-2030. Outre la candidature commune sud-américaine pour célébrer le centenaire de la Coupe du monde dont la première édition s'est déroulée en 1930 en Uruguay, l'Egypte s'est également positionnée pour organiser l'édition 2030. R. S./APS